

OMPI



WO/CC/51/1
ORIGINAL: anglais
DATE: 15 août 2003

F

ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE
GENÈVE

COMITÉ DE COORDINATION ONDEL'OMPI

Cinquante et unième session (34^e session ordinaire)
Genève, 22 septembre – 1^{er} octobre 2003

QUESTIONS CONCERNANT LE PERSONNEL

Rapport du Directeur général

SOMMAIRE

| | <u>Paragraphe</u> s |
|---|---------------------|
| I. AMENDEMENTS DU STATUT ET DU RÈGLEMENT DU PERSONNEL .. | 1 à 28 |
| A. Amendements du Statut du personnel décrétés et appliqués à titre provisoire en vertu de l'article 12.1 du Statut du personnel | 1 à 20 |
| B. Amendements du Règlement du personnel en vertu de l'article 12.2 du Statut du personnel | 21 à 31 |
| II. COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE INTERNATIONALE | 32 à 33 |
| III. COMITÉ MIXTE DE LA CAISSE COMMUNE DE PENSIONS DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES | 34 à 35 |

I. AMENDEMENTS DU STATUT ET DU RÈGLEMENT DU PERSONNEL

A. AMENDEMENTS DU STATUT DU PERSONNEL DÉCRÉTÉS ET APPLIQUÉS À TITRE PROVISOIRE EN VERTU DE L'ARTICLE 12.1 DU STATUT DU PERSONNEL

Barème de la rémunération considérée aux fins de la pension pour les catégories professionnelles et supérieures – article 3.15

1. Avec effet au 1^{er} novembre 2002, le mouvement du multiplicateur servant au calcul de l'indemnité de poste à New York a entraîné une augmentation de 3,75% (chiffre arrondi) de la rémunération nette des fonctionnaires des catégories professionnelles et supérieures en poste dans cette ville. En conséquence et conformément à l'article 54.b) des statuts de la Caisse communale des pensions du personnel des Nations Unies, le barème des montants de la rémunération considérée aux fins de la pension des catégories susmentionnées a été ajusté, avec effet au 1^{er} novembre 2002, du même pourcentage que l'augmentation de la rémunération nette.
2. En vertu de l'article 12.1.a) du Statut du personnel, le nouveau barème correspondant figurant à l'article 3.1 du Statut du personnel a été décrété et appliqué à titre provisoire à compter du 1^{er} novembre 2002.
3. En outre, par ses résolutions 57/285 (section II.A) du 20 décembre 2002 et 57/310 du 18 juin 2003, l'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé, avec effet au 1^{er} janvier 2003, une augmentation différenciée en fonction de la classe du barème des traitements de base minima visant à remédier à la faible valeur de la marge dans les classes supérieures et, donc, à relever la valeur de la marge à 11 pour la classe P.4 et les classes supérieures et à ramener la valeur générale de la marge à 12,2. Il en découle une augmentation des traitements nets de 1,3% pour la classe P.4, de 2,6% pour la classe P.5, de 9,1% pour la classe D.1 et de 6,3% pour la classe D.2 et les classes supérieures. Les traitements des classes P.1 à P.3 atteignent déjà un niveau égal ou supérieur au point médian fixé pour la marge, soit 115.
4. En conséquence et conformément à l'article 54.b) des statuts de la Caisse communale des pensions du personnel des Nations Unies, le barème de la rémunération considérée aux fins de la pension des catégories et des classes susmentionnées a également été ajusté, avec effet à la même date, du même pourcentage que l'augmentation de la rémunération nette.
5. En vertu de l'article 12.1.a) du Statut du personnel, les nouveaux barèmes correspondants figurant à l'article 3.1 du Statut du personnel ont été décrétés et appliqués à titre provisoire à compter du 1^{er} janvier 2003.
6. Les barèmes modifiés des traitements nets et des traitements bruts et celui de la rémunération considérée aux fins de la pension des catégories professionnelles et supérieures, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2003, figurent à l'article 3.1 du Statut du personnel (barème des traitements applicable aux catégories professionnelles et supérieures) et sont reproduits à l'annexe I.

Traitements des fonctionnaires de la catégorie des services généraux en poste à Genève
– article 3.1

7. À la suite de l'enquête qu'elle a fait réaliser en 2002 sur les conditions d'emploies plus favorables sur la place de Genève, la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) approuvée à sa cinquante-cinquième session, tenue à New York en juillet 2002, un barème de traitements consolidé *unique*, avec effet au 1^{er} janvier 2002, qui tient compte d'une augmentation de 1,93% en moyenne pondérée par rapport aux deux barèmes alors en vigueur.
8. En vertu de l'article 12.1.a) du Statut du personnel, les nouveaux barèmes correspondants figurant à l'article 3.1 du Statut du personnel ont été décrétés et appliqués à titre provisoire à compter du 1^{er} janvier 2002.
9. En outre et conformément à la procédure d'ajustement intérimaire en vigueur, les traitements nets des fonctionnaires de la catégorie des services généraux en poste à Genève ont été ajustés, avec effet au 1^{er} janvier 2003, en fonction du mouvement de l'indice des prix à la consommation à Genève au cours de la période de 12 mois comprise entre octobre 2001 et octobre 2002. Le barème de traitements révisé tient compte d'un relèvement global de 1,16%.
10. Les nouveaux traitements bruts considérés aux fins de la pension demeurent inférieurs à ceux qui étaient en vigueur le 1^{er} janvier 1994. Les anciens traitements bruts considérés aux fins de la pension ont donc été maintenus pour les fonctionnaires nommés avant le 1^{er} octobre 1995 jusqu'à ce que leur montant soit dépassé par suite de révisions ultérieures du barème de traitements pertinent.
11. En vertu de l'article 12.1.a) du Statut du personnel, les nouveaux barèmes correspondants figurant à l'article 3.1 du Statut du personnel ont été décrétés et appliqués à titre provisoire à compter du 1^{er} janvier 2003.
12. Les barèmes modifiés de traitements nets et de traitements bruts et ceux de la rémunération considérés aux fins de la pension de la catégorie des services généraux, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2003, figurent à l'article 3.1 du Statut du personnel (barèmes des traitements applicables à la catégorie des services généraux) et sont reproduits à l'annexe II.

Allocations familiales versées aux fonctionnaires de la catégorie des services généraux en poste à Genève – article 3.12.B)

13. La commission a approuvé, avec effet au 1^{er} janvier 2002, une augmentation de l'allocation à laquelle les fonctionnaires de la catégorie des services généraux en poste à Genève ont droit au titre d'un conjoint à charge, qui passait de 5686 francs suisses à 7211 francs suisses par an; l'allocation versée au titre d'un enfant à charge passait de 3883 francs suisses à 3913 francs suisses par an et l'allocation versée au titre du premier enfant à charge lorsque le fonctionnaire n'a pas de conjoint passait de 9569 francs suisses à 10 702 francs suisses par an.

14. Avec effet au 1^{er} août 2002, l'allocation révisée dont un fonctionnaire qui n'a pas de conjoint à charge peut bénéficier a titre d'un père à charge, d'une mère à charge, d'un frère à charge ou d'une sœur à charge est de 1174 francs suisses par an; le montant de 1452 francs suisses par an continuera d'être appliqué aux fonctionnaires de la catégorie des services généraux en poste à Genève qui ont été nommés et qui étaient au bénéfice de cette allocation avant le 1^{er} janvier 1994, et le montant de 1308 francs suisses continuera d'être appliqué aux fonctionnaires qui ont fait valoir leur droit à cette allocation entre le 1^{er} janvier 1994 et le 31 juillet 2002.

15. En vertu de l'article 12.1.a) du Statut du personnel, les amendements correspondants apportés à l'article 3.12.B)a) - d) du Statut du personnel ont été décrétés et appliqués à titre provisoire à compter du 1^{er} janvier 2002. L'allocation familiale visée à l'article 3.12.B)f) du Statut du personnel a été décrétée et appliquée à titre provisoire à compter du 1^{er} août 2002.

16. Les amendements révisés de l'article 3.12.B)(Allocations familiales – Fonctionnaires de la catégorie des services généraux) du Statut du personnel sont reproduits à l'annexe III.

Prime pour connaissances linguistiques versée aux fonctionnaires de la catégorie des services généraux en poste à Genève – article 3.7

17. À sa cinquante-cinquième session, la CFPI a également approuvé, avec effet au 1^{er} janvier 2002, le relèvement des primes linguistiques auxquelles peuvent prétendre les fonctionnaires de la catégorie des services généraux en poste à Genève. Leur montant est passé de 2808 francs suisses à 3192 francs suisses par an pour la connaissance d'une langue et de 4212 francs suisses à 4788 francs suisses par an pour la connaissance de deux langues parmi celles énumérées à l'article 3.7.a)d) du Statut du personnel.

18. En vertu de l'article 12.1.a) du Statut du personnel, les amendements correspondants apportés à l'article 3.7.a) du Statut du personnel ont été décrétés et appliqués à titre provisoire à compter du 1^{er} janvier 2002.

19. Les amendements correspondants de l'article 3.7 (Prime pour connaissances linguistiques) du Statut du personnel sont reproduits à l'annexe IV.

20. Le Comité de coordination de l'OMPI est invité à approuver les amendements du Statut du personnel décrétés et appliqués à titre provisoire par le directeur général, tels qu'ils sont indiqués dans les paragraphes 1 à 19 ci-dessus et reproduits dans les annexes I à IV.

B. AMENDEMENTS DUREGLEMENT DUPERSONNEL EN VERTU
DEL'ARTICLE 12.1 DU STATUT DUPERSONNEL

Indemnité pour frais d'études – disposition 3.11.1

21. Par sa résolution 57/285 (section I.E) du 20 décembre 2002, l'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé une augmentation du montant maximum de l'indemnité pour frais d'études pour les dépenses liées aux frais d'études engagés en Autriche, en Belgique, en Espagne, en Italie et au Luxembourg, en France, en Suisse, en livres sterling et en dollars des États Unis d'Amérique; cette augmentation est applicable à l'année scolaire ou universitaire en cours au 1^{er} janvier 2003.

22. En outre, les remboursements forfaitaires des frais d'internat engagés dans les monnaies indiquées dans la disposition 3.11.1 du Règlement du personnel au titre des frais d'études (à l'exception des dépenses en yen) ont été augmentés.

23. En vertu de l'article 12.2.a) du Statut du personnel, les amendements correspondants ont été apportés au tableau figurant dans la disposition 3.11.1 du Règlement du personnel; ces modifications sont applicables à l'année scolaire ou universitaire en cours au 1^{er} janvier 2003.

24. Les amendements correspondants apportés à la disposition 3.11.1 (Indemnité pour frais d'études) du Règlement du personnel sont reproduits dans l'annexe V.

Prime d'affectation – disposition 7.1.18

25. Afin d'aligner la pratique du Bureau international sur les dispositions du régime commun des Nations Unies, il a été décidé de modifier la disposition 7.1.18 du Règlement du personnel en y insérant un nouvel alinéa f) relatif à la possibilité de recouvrer une partie de la prime d'affectation au prorata lorsque le fonctionnaire ne peut prétendre à une telle prime n'est pas allé au terme de la période de service pour laquelle elle -ci lui a été versée. L'ancienne disposition 7.1.18 f) est devenue la disposition 7.1.18 g).

26. En vertu de l'article 12.2.a) du Statut du personnel, les amendements correspondants apportés à la disposition 7.1.18 du Règlement du personnel ont été appliqués à compter du 1^{er} juillet 2003.

27. Les amendements correspondants de la disposition 7.1.18 (Prime d'affectation) du Règlement du personnel sont reproduits à l'annexe VI.

Compensation des heures supplémentaires des fonctionnaires de la catégorie des services généraux – disposition 3.9.3a)

28. Les heures supplémentaires accomplies exceptionnellement au -delà de 100 heures au cours d'une même année civile, qui ont été demandées par les supérieurs hiérarchiques et autorisées conformément aux procédures spéciales fixées par le directeur général dans un ordre de service donnent tout jours lieu à un congé de compensation qui doit être pris dans un

délai de six mois. Les supérieures hiérarchiques sont priées d'encourager leur personnel à prendre leurs congés de compensation étant donné que si celui-ci n'est pas pris dans les six mois suivants l'accomplissement des heures supplémentaires, il est annulé.

29. En vertu de l'article 12.2.a) du Statut du personnel, les amendements correspondants ont été apportés au tableau figurant dans la disposition 3.9.3.a) du Règlement du personnel avec effet au 18 juin 2003.

30. Les amendements correspondants apportés à la disposition 3.9.3 (Heures supplémentaires) du Règlement du personnel sont reproduits à l'annexe VII.

31. Le Comité de coordination de l'OMPI est invité à prendre note des amendements des dispositions 3.11.1, 7.1.18 et 3.9.3 du Règlement du personnel, tels qu'ils sont indiqués dans les paragraphes 21 à 30 ci-dessus et reproduits dans les annexes V à VII.

II. COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE INTERNATIONALE

32. En vertu de l'article 17 de son statut, la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) est tenue de présenter un rapport annuel à l'Assemblée générale des Nations Unies. Les chefs de secrétariat des autres organisations du système des Nations Unies sont tenus de transmettre ce rapport aux organes directeurs de leurs organisations respectives. Le rapport annuel de la CFPI a été présenté à l'Assemblée générale des Nations Unies à sa 57^e session (2001) (document A/57/30). Comme ce rapport faisait partie de la documentation distribuée à cette session de l'Assemblée générale, il n'est pas reproduit ici par le Bureau international; toutefois, il est tenu, en un nombre limité d'exemplaires, à la disposition des délégations qui souhaitent le consulter.

33. Le Comité de coordination de l'OMPI est invité à prendre note des renseignements fournis dans le paragraphe précédent.

III. COMITÉ MIXTE DE LA CAISSE COMMUNE DE PENSIONS DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES

34. En vertu de l'article 14.a) des statuts de la Caisse commune de pensions du personnel des Nations Unies, le Comité mixte de cette caisse est tenu de présenter un rapport annuel à l'Assemblée générale des Nations Unies et aux organisations membres de cette caisse. Le Comité a présenté son rapport pour 2001 à l'Assemblée générale des

Nations Unies à sa 57^e session (document A/57/9). Comme ce rapport faisait partie de la documentation distribuée à cette session de l'Assemblée générale, il n'est pas reproduit ici par le Bureau international; toutefois, il est tenu, en un nombre limité d'exemplaires, à la disposition des délégations qui souhaiteraient le consulter.

35. Le Comité de coordination de l'OMPI est invité à prendre note des renseignements fournis dans le paragraphe précédent.

[Les annexes suivent]

ANNEXEI

AMENDEMENTS DUSTATUT DUPERSONNEL

Traitements – Article 3.1

Catégorie professionnelle

Barème envigreur à partir du 1^{er} janvier 2003

(montants annuels en dollars É. -U.)

| Grade | | ECH.1 STEP1 | ECH.2 STEP2 | ECH.3 STEP3 | ECH.4 STEP4 | ECH.5 STEP5 | ECH.6 STEP6 | ECH.7 STEP7 | ECH.8 STEP8 | ECH.9 STEP9 | ECH.10 STEP10 | ECH.11 STEP11 | ECH.12 STEP12 | ECH.13 STEP13 | ECH.14 STEP14 | ECH.15 STEP15 |
|-------|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| P-1 | P | 56008 | 57937 | 59858 | 61781 | 63706 | 65627 | 67554 | 69475 | 71398 | 73322 | | | | | |
| | G | 42944 | 44444 | 45942 | 47442 | 48939 | 50438 | 51938 | 53436 | 54932 | 56432 | | | | | |
| | D | 33920 | 35000 | 36078 | 37158 | 38236 | 39315 | 40395 | 41474 | 42551 | 43631 | | | | | |
| | S | 31997 | 32992 | 33986 | 34980 | 35974 | 36967 | 37962 | 38944 | 39921 | 40899 | | | | | |
| P-2 | P | 71927 | 73932 | 75931 | 77933 | 79934 | 81936 | 83937 | 85935 | 87940 | 89941 | 91941 | 93944 | | | |
| | G | 55346 | 56907 | 58465 | 60027 | 61729 | 63429 | 65130 | 66829 | 68532 | 70233 | 71932 | 73636 | | | |
| | D | 42849 | 43973 | 45095 | 46218 | 47341 | 48463 | 49586 | 50707 | 51831 | 52954 | 54075 | 55200 | | | |
| | S | 40191 | 41210 | 42226 | 43244 | 44260 | 45279 | 46313 | 47344 | 48379 | 49412 | 50444 | 51479 | | | |
| P-3 | P | 87673 | 89912 | 92150 | 94384 | 96625 | 98861 | 101098 | 103340 | 105682 | 108130 | 110575 | 113021 | 115468 | 117913 | 120361 |
| | G | 68306 | 70208 | 72112 | 74011 | 75915 | 77815 | 79715 | 81620 | 83523 | 85423 | 87326 | 89226 | 91202 | 93226 | 95250 |
| | D | 51682 | 52937 | 54194 | 55447 | 56704 | 57958 | 59212 | 60469 | 61725 | 62979 | 64235 | 65489 | 66745 | 68000 | 69255 |
| | S | 48242 | 49396 | 50553 | 51706 | 52862 | 54015 | 55169 | 56324 | 57477 | 58632 | 59782 | 60933 | 62083 | 63233 | 64384 |
| P-4 | P | 106673 | 109313 | 111948 | 114583 | 117224 | 119859 | 122496 | 125135 | 127771 | 130406 | 133041 | 135686 | 138320 | 140957 | 143596 |
| | G | 84435 | 86489 | 88544 | 90637 | 92824 | 95011 | 97198 | 99385 | 101572 | 103759 | 105946 | 108133 | 110320 | 112507 | 114694 |
| | D | 62327 | 63683 | 65039 | 66395 | 67751 | 69107 | 70463 | 71819 | 73175 | 74530 | 75886 | 77242 | 78598 | 79954 | 81310 |
| | S | 58041 | 59276 | 60509 | 61740 | 62971 | 64200 | 65429 | 66656 | 67881 | 69106 | 70329 | 71551 | 72772 | 73992 | 75211 |
| P-5 | P | 130683 | 133422 | 136160 | 138901 | 141640 | 144377 | 147116 | 149858 | 152594 | 155333 | 158073 | 160818 | 163754 | | |
| | G | 104102 | 106369 | 108635 | 110901 | 113168 | 115434 | 117701 | 119967 | 122234 | 124500 | 126766 | 129033 | 131299 | | |
| | D | 74743 | 76149 | 77554 | 78959 | 80364 | 81769 | 83174 | 84580 | 85985 | 87390 | 88795 | 90200 | 91606 | | |
| | S | 69437 | 70685 | 71930 | 73174 | 74416 | 75655 | 76892 | 78127 | 79360 | 80591 | 81820 | 83046 | 84271 | | |

Envigreur à partir du 1^{er} novembre 2002 pour les grades P -1 -P -3 et à partir du 1^{er} janvier 2003 pour les grades P -4 et P -5:

P= Rémunération considérée aux fins de la pension (art. 3.15)

Envigreur à partir du 1^{er} mars 2002 pour les grades P -1 -P -3 et à partir du 1^{er} janvier 2003 pour les grades P -4 et P -5:

G= Traitements bruts: basé de l'imposition interne (art. 3.16 bis)

D= Traitements nets: fonctionnaires avec conjoint et/ou enfant(s) à charge

S= Traitements nets: fonctionnaires sans conjoint ni enfant à charge:

Annexe I, page 2

CatégoriesspécialeetsupérieuresBarèmeenvigreuràpartirdu1^{er} janvier2003

(montantsannuelsendollarsÉ. -U.)

| Grade | | ECH.1 STEP1 | ECH.2 STEP2 | ECH.3 STEP3 | ECH.4 STEP4 | ECH.5 STEP5 | ECH.6 STEP6 | ECH.7 STEP7 | ECH.8 STEP8 | ECH.9 STEP9 | ECH.10 STEP10 | ECH.11 STEP11 | ECH.12 STEP12 | ECH.13 STEP13 | ECH.14 STEP14 | ECH.15 STEP15 |
|-------------|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| D-1 | P | 157049 | 160270 | 163489 | 166704 | 169925 | 173305 | 176756 | 180207 | 183652 | | | | | | |
| | G | 126713 | 129377 | 132041 | 134705 | 137369 | 140033 | 142697 | 145361 | 148024 | | | | | | |
| | D | 88762 | 90414 | 92065 | 93717 | 95369 | 97020 | 98672 | 100324 | 101975 | | | | | | |
| | S | 82045 | 83481 | 84913 | 86342 | 87768 | 89190 | 90609 | 92025 | 93437 | | | | | | |
| D-2 | P | 172784 | 176712 | 180638 | 184561 | 188487 | 192413 | | | | | | | | | |
| | G | 139050 | 142085 | 145119 | 148154 | 151189 | 154223 | | | | | | | | | |
| | D | 96411 | 98292 | 100174 | 102055 | 103937 | 105818 | | | | | | | | | |
| | S | 88571 | 90159 | 91741 | 93318 | 94890 | 96456 | | | | | | | | | |
| SDG/ ADG | P | 207792 | | | | | | | | | | | | | | |
| | G | 169366 | | | | | | | | | | | | | | |
| | D | 115207 | | | | | | | | | | | | | | |
| | S | 104324 | | | | | | | | | | | | | | |
| VDG/ DDG | P | 224816 | | | | | | | | | | | | | | |
| | G | 186144 | | | | | | | | | | | | | | |
| | D | 125609 | | | | | | | | | | | | | | |
| | S | 113041 | | | | | | | | | | | | | | |

Envigreuràpartirdu1^{er} janvier2003:

- P= Rémunérationconsidéréeauxfinsdelapension(art.3.15)
G= Traitementsbruts:basedel'impositioninterne(art.3.16 *bis*)
D= Traitementsnets:fonctionnairesavecjointet/ouefant(s)àcharge
S= Traitementsnets:fonctionnairessansjointnienfantàcharge

WO/CC/51/1

Annexe I, page 3

Directeur général

Barème envigreur à partir du 1^{er} janvier 2003

(montants annuels en dollars É.-U.)

| Grade | | |
|-------|---|--------|
| DG | P | 267692 |
| | G | 228403 |
| | D | 151810 |
| | S | 135005 |

- P= Rémunération considérée aux fins de la pension (art. 3.15)
- G= Traitement brut: basé de l'imposition interne (art. 3.16 *bis*)
- D= Traitement net: fonctionnaire avec conjoint et/ou enfant(s) à charge
- S= Traitement net: fonctionnaires sans conjoint ni enfant à charge

[L'annexe II suit]

ANNEXEII

AMENDEMENTS DUSTATUT DUPERSONNEL

Catégories des services généraux (Genève)

Traitements bruts nets de l'inspecteur à partir du 1^{er} janvier 2003

(montants annuels en francs suisses)

| Grade | Augmentation Annuelle Annual Increment | ECH.1 | ECH.2 | ECH.3 | ECH.4 | ECH.5 | ECH.6 | ECH.7 | ECH.8 | ECH.9 | ECH.10 | ECH.11 |
|-------|---|---------------------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------|----------------------------|----------------------------|----------------------------|----------------------------|----------------------------|
| | | STEP1 | STEP2 | STEP3 | STEP4 | STEP5 | STEP6 | STEP7 | STEP8 | STEP9 | STEP10 | STEP11 |
| G1 | 1648 | 1)63158 2)62288 3)49952 | 65299 64428 51600 | 67497 66568 53248 | 69724 68708 54896 | 71951 70848 56544 | 74178 72989 58192 | 76405 75128 59840 | 78632 77269 61488 | 80859 79409 63136 | 83086 81549 64784 | 85314 83689 66432 |
| G2 | 1797 | 1)69119 2)68129 3)54448 | 71547 70462 56245 | 73976 72796 58042 | 76404 75128 59839 | 78832 77462 61636 | 81261 79795 63433 | 83689 82129 65230 | 86118 84462 67027 | 88546 86795 68824 | 90974 89128 70621 | 93403 91462 72418 |
| G3 | 1958 | 1)75707 2) 74454 3)59323 | 78353 76997 61281 | 80999 79540 63239 | 83645 82083 65197 | 86291 84627 67155 | 88936 87171 69113 | 91582 89714 71071 | 94228 92258 73029 | 96874 94801 74987 | 99558 97344 76945 | 102396 99902 78903 |
| G4 | 2138 | 1)82984 2)81454 3)64708 | 85873 84231 66846 | 88762 87007 68984 | 91651 89783 71122 | 94541 92558 73260 | 97430 95334 75398 | 100414 98110 77536 | 103513 100940 79674 | 106612 103829 81812 | 109710 106718 83950 | 112809 109606 86088 |
| G5 | 2336 | 1)91247 2) 89393 3)70823 | 94404 92427 73159 | 97561 95461 75495 | 100842 98494 77831 | 104228 101607 80167 | 107613 104763 82503 | 110999 107921 84839 | 114384 111077 87175 | 117770 114233 89511 | 121155 117390 91847 | 124541 120546 94183 |
| G6 | 2558 | 1)100455 2) 98144 3)77564 | 104162 101544 80122 | 107870 105002 82680 | 111577 108459 85238 | 115284 111916 87796 | 118991 115373 90354 | 122699 118831 92912 | 126406 122287 95470 | 130113 125745 98028 | 133820 129203 100586 | 137528 132659 103144 |
| G7 | 2802 | 1)111126 2)108038 3)84927 | 115187 111824 87729 | 119248 115611 90531 | 123309 119398 93333 | 127370 123185 96135 | 131430 126971 98937 | 135491 130757 101739 | 139552 134545 104541 | 143613 138331 107343 | 147674 142118 110145 | 151735 145904 112947 |

- 1) Traitements bruts nets de l'inspecteur à partir du 1^{er} janvier 2003
- 2) Traitements bruts nets de l'inspecteur à partir du 1^{er} janvier 2003
- 3) Traitements nets

[L'annexe III suit]

ANNEXE III

AMENDEMENTS D'UN STATUT DU PERSONNEL

Allocations familiales – Article 3.12B)

TEXTE PRÉCÉDENT

B) Fonctionnaires de la catégorie des services généraux

Les fonctionnaires de la catégorie des services généraux ont droit, aux conditions définies ci-dessous, aux allocations suivantes, non soumises à retenue pour pension:

- a) 5.686 francs suisses (3.321 dollars É. -U. à New York) par enfant d'un conjoint à charge, sous réserve de l'application de l'article 3.2a).
- b) 3.883 francs suisses (1.932 dollars É. -U. à New York) par enfant de chaque enfant à charge.
- c) À défaut de conjoint, l'allocation par enfant de premier enfant à charge s'élève à 9.569 francs suisses (3.127 dollars É. -U. à New York) par enfant.
- d) En plus de tout montant dû conformément à l'alinéa b) ou c) ci-dessus, 3.883 francs suisses (1.932 dollars É. -U. à New York) par enfant qui a été reconnu physiquement ou mentalement handicapé et dont le handicap est permanent ou estimé être de longue durée.
- e) Les allocations prévues aux alinéas b) et c) ci-dessus, augmentées, le cas échéant, du montant de l'allocation prévue à l'alinéa d) ci-dessus, sont réduites du montant de toute autre allocation familiale reçue, par le fonctionnaire ou son conjoint, du Bureau international, d'une autre organisation appliquant le régime commun des Nations Unies ou d'un organisme public national.
- f) À défaut de conjoint à charge, 1.308 francs suisses (1.318 dollars É. -U. à New York) par enfant de l'une des personnes suivantes: un père à charge, une mère à charge, un frère à charge ou une sœur à charge.
- g) La taxe scolaire imposée par le Canton de Genève peut être remboursée, selon les modalités définies par ordre de service, aux fonctionnaires de la catégorie des services généraux qui sont recrutés sur le plan local.

TEXTE ACTUEL

B) Fonctionnaires de la catégorie des services généraux

Les fonctionnaires de la catégorie des services généraux ont droit, aux conditions définies ci-dessous, aux allocations suivantes, non soumises à retenue pour pension:

- a) 7.211 francs suisses (3.321 dollars É. -U. à New York) par enfant d'un conjoint à charge, sous réserve de l'application de l'article 3.2a).
- b) 3.913 francs suisses (1.932 dollars É. -U. à New York) par enfant de chaque enfant à charge.
- c) À défaut de conjoint, l'allocation par enfant de premier enfant à charge s'élève à 10.702 francs suisses (3.127 dollars É. -U. à New York) par enfant.
- d) En plus de tout montant dû conformément à l'alinéa b) ou c) ci-dessus, 3.913 francs suisses (1.932 dollars É. -U. à New York) par enfant qui a été reconnu physiquement ou mentalement handicapé et dont le handicap est permanent ou estimé être de longue durée.
- e) [Sans changement.]
- f) À défaut de conjoint à charge, 1.174 francs suisses (1.318 dollars É. -U. à New York) par enfant de l'une des personnes suivantes: un père à charge, une mère à charge, un frère à charge ou une sœur à charge.
- g) [Sans changement.]

AMENDEMENTS D'UN STATUT D'UN PERSONNEL

Prime pour connaissances linguistiques – Article 3.7.b)

TEXTE PRÉCÉDENT

Prime pour connaissances linguistiques

- a) Une prime pour connaissances linguistiques, considérée aux fins de la pension, peut être versée aux fonctionnaires de la catégorie des services généraux qui passent avec succès un examen organisé à cet effet par le Directeur général et font preuve d'une bonne connaissance d'une ou de deux des langues suivantes: allemand, anglais, arabe, chinois, espagnol, français, japonais et russe. La prime n'est pas versée au fonctionnaire pour connaissance d'une langue maternelle pour une connaissance d'une langue que le Directeur général considère comme étant la langue dans laquelle il doit avoir une connaissance approfondie selon les termes de son engagement.
- b) La prime est de 4.212 francs suisses (2.628 dollars É. -U. à New York) par an en cas de connaissance de deux des langues mentionnées à l'alinéa a) ci-dessus et de 2.808 francs suisses (1.752 dollars É. -U. à New York) par an en cas de connaissance d'une de ces langues, sous réserve des exceptions visées dans ledit alinéa.

TEXTE ACTUEL

Prime pour connaissances linguistiques

- a) [Sans changement.]
- b) La prime est de 4.788 francs suisses (2.628 dollars É. -U. à New York) par an en cas de connaissance de deux des langues mentionnées à l'alinéa a) ci-dessus et de 3.192 francs suisses (1.752 dollars É. -U. à New York) par an en cas de connaissance d'une de ces langues, sous réserve des exceptions visées dans ledit alinéa.

ANNEXEV

AMENDEMENTSURÈGLEMENTDUPERSONNEL

Indemnitépourfraisd'études –Disposition3.11.1

MONTANTSAPPLICABLESAUXFINSDEL'INDEMNITÉPOURFRAISD'ÉTUDES

| Paysdesétudes (etmonnaie) | Montantmaximum desfrais remboursables | Montantforfaitaire pourfraisde pension | Montantmaximum del'indemnitépour fraisd'étude s etfraisdepension | Montantmaximumde l'indemnitéspéciale pourfraisd'études |
|---|---|--|---|--|
| Allemagne Euro | 15.736 | 3.794 | 11.802 | 15.736 |
| Autriche Euro | 13.618 | 3.300 | 10.214 | 13.618 |
| Belgique Euro | 12.898 | 3.147 | 9.673 | 12.898 |
| Danemark Couronnedanoise | 77.400 | 23.062 | 58.050 | 77.400 |
| Espagne Euro | 10.586 | 2.606 | 7.940 | 10.586 |
| États-Unisd'Amérique DollardesÉtats -Unis | 25.743 | 4.742 | 19.307 | 25.743 |
| Finlande Euro | 9.082 | 2.382 | 6.812 | 9.082 |
| France Euro | 9.330 | 2.672 | 6.997 | 9.330 |
| Irlande Euro | 9.997 | 2.652 | 7.498 | 9.997 |
| Italie Euro | 13.518 | 2.696 | 10.138 | 13.518 |
| Japon Yenjaponais | 2.301.120 | 525.930 | 1.725.840 | 2.301.120 |

| Pays des études (et monnaie) | Montant maximum des frais remboursables | Montant forfaitaire pour frais de pension | Montant maximum de l'indemnité pour frais d'études et frais de pension | Montant maximum de l'indemnité spéciale pour frais d'études |
|---|---|---|---|---|
| Luxembourg Euro | 12.898 | 3.147 | 9.673 | 12.898 |
| Norvège Couronne norvégienne | 71.632 | 17.978 | 53.724 | 71.632 |
| Pays-Bas Euro | 13.085 | 3.521 | 9.814 | 13.085 |
| Royaume-Uni Livres sterling | 15.900 | 3.104 | 11.925 | 15.900 |
| Suède Couronne suédoise | 91.575 | 22.127 | 68.681 | 91.575 |
| Suisse Franc suisse | 25.347 | 5.182 | 19.010 | 25.347 |
| Autres pays Dollar É.-U. (applicable à tous les autres pays dont la monnaie n'est pas mentionnée ci-dessus) | 14.820 | 3.490 | 11.115 | 14.820 |

AMENDEMENTS DURÈGLEMENT DUPERSONNEL

Primed' affectation – Dispositions 7.1.18f) et g)TEXTE PRÉCÉDENTTEXTE ACTUELPrimed' affectationPrimed' affectation

a) Comptetenudesclausesci -après,unfonctionnairequivoyageauxfrais duBureauinternationalorsdesonengagementreçoituneprimed'affectation pourlui -mêmeetpourlespersonnesàsachargesiladuréeprévuedeson engagementstd'uneannéeaumoins.Cetteprimereprésentetoutela contributionduBureauinternationalaufinancementdesdépenses exceptionnellesquelefonctionnairedoitfairepourlui -mêmeetpourles personnesàsachargeimmédiatementaprèsleurarrivéea ulieud'affectation.

a) [Sanschangement.]

b) Lemontantdelaprimed'affectation,pourlefonctionnairelui -même,est égalàl'indemnitédesubsistancequ'iluiseraitverséependantles30joursqui suiventsonarrivéeaonlieud'affectation.

b) [Sanschangement.]

c) Lemontantdelaprimed'affectationpayableautitred'unepersonneà chargedontlesfraisdevoyageontétépayésparleBureauinternationallestégal àlamoitiedumontantpayableaufonctionnaireintéressé,conformémentaux dispositionsdel'alinéa b)ci-dessus.

c) [Sanschangement.]

d) Lorsqu'unfonctionnairevoyageauxfraisduBureauinternationalorsde sonengagement,maisn'apasdroitaupaiementdesfraisdedéménagement,il reçoitaussiunesommeforfaitairequicorrespondautraitement(article3.1)et, lecaséchéant,àl'indemnitéd'eposte(article3.5),àl'indemnitédenon -résident (article3.6),àlaprimepourconnaissanceslinguistiques(article3.7)età l'allocationfamilialeprévueàl'article 3.12B)a)ou3.12B)c),qu'ilpercevra pendantlemoisquisuitsonarrivéeaulierd'affectation.Enoutre,jusqu'àla datedepriended'efftd'uneprolongationdesanominationqu'iluiouvredroitau paiementdesfraisdedéménagement,ilperçoitunsupplémentnonsoumisà retenuepourpension,payablemensuellementetreprésentant3%du traitement mensuel(article 3.1)correspondantàl'échelon6dugradeP -4,étantentendu quelemontantenquestionestminoréde13%pourlesfonctionnairesdela catégoriedesservicesgénérauxetdesgradesP -1àP -3etmajoréde13% pour lesfonctionnairesdugradeD -1etdesgradessupérieurs.

d) [Sanschangement.]

TEXTE PRÉCÉDENT

(suite)

e) Lorsque le Bureau international n'apaseu à payer de frais de voyage lors del'engagement d'un fonctionnaire considéré comme recruté sur le plan international, le Directeur général peut, s'il le juge à propos, autoriser le versement de tout ou partie de la prime d'affectation.

f) Si une personne à charge au titre de laquelle une prime d'affectation a été payée conformément aux dispositions de l'alinéa c) ci-dessus résidant moins de six mois au lieu d'affectation, et à moins que le Directeur général ne considère son départ justifié par des circonstances exceptionnelles, toute prime d'affectation versée de son chef est déduite du traitement du fonctionnaire intéressé.

TEXTE ACTUEL

(suite)

e) [Sans changement.]

f) Si le fonctionnaire ne va pas au terme de la période de service pour laquelle la prime d'affectation lui a été versée, et à moins que le Directeur général ne considère son départ justifié par des circonstances exceptionnelles, celle-ci est réduite au prorata et le trop-perçu est recouvré par retenues sur toute somme due au fonctionnaire intéressé.

g) Si une personne à charge au titre de laquelle une prime d'affectation a été payée conformément aux dispositions de l'alinéa c) ci-dessus résidant moins de six mois au lieu d'affectation, et à moins que le Directeur général ne considère son départ justifié par des circonstances exceptionnelles, toute prime d'affectation versée de son chef est déduite de toute somme due au fonctionnaire intéressé.

ANNEXE VII

AMENDEMENTS DU RÈGLEMENT DU PERSONNEL

Compensation des heures supplémentaires des fonctionnaires de la catégorie des services généraux – Disposition 3.9.3a)

TEXTE PRÉCÉDENT

Compensation des heures supplémentaires des fonctionnaires de la catégorie des services généraux

a) Les fonctionnaires de la catégorie des services généraux qui ont été tenus d'accomplir des heures supplémentaires bénéficient dans toute la mesure du possible, d'un congé de compensation. Ce congé leur est accordé aussi promptement que le exige le service le permet et au plus tard dans les six mois qui suivent l'accomplissement des heures supplémentaires. Si le chef responsable d'un fonctionnaire certifié que, en raison de circonstances exceptionnelles, les besoins du service n'ont pas permis d'accorder le congé de compensation à ce fonctionnaire dans le délai de six mois, les heures supplémentaires sont compensées en espèces. Toutefois, le fonctionnaire peut choisir la compensation en espèces après un délai de deux mois, si son chef responsable certifie que les besoins du service n'ont pas permis d'accorder de congé de compensation dans ce délai.

b) La durée du congé de compensation équivaut à une fois et demi le nombre d'heures supplémentaires ordinaires et à deux fois celui des heures supplémentaires spéciales. La compensation en espèces est fixée à une fois et demi le traitement horaire afférent à l'échelon médian du grade de l'intéressé pour une heure supplémentaire ordinaire, et à deux fois le dit traitement pour une heure supplémentaire spéciale.

c) Pour le calcul quotidien des heures supplémentaires, il n'est pas tenu compte des fractions d'heures inférieures à 15 minutes. Le décompte des heures supplémentaires se fait par semaine et est calculé en heures et demi-heures; il n'est pas tenu compte des restes inférieurs à une demi-heure.

d) [Congé de compensation] Le congé de compensation ne peut être pris que par fractions d'une demi-journée, équivalent à quatre heures de congé de compensation, après autorisation écrite du supérieur hiérarchique.

TEXTE ACTUEL

Compensation des heures supplémentaires des fonctionnaires de la catégorie des services généraux

a) Les fonctionnaires de la catégorie des services généraux qui ont été tenus d'accomplir des heures supplémentaires bénéficient dans toute la mesure possible, d'un congé de compensation. Ce congé leur est accordé aussi promptement que le exigent le service le permet et au plus tard dans les six mois qui suivent l'accomplissement des heures supplémentaires. Si le chef responsable d'un fonctionnaire certifié que, en raison de circonstances exceptionnelles, les besoins du service n'ont pas permis d'accorder le congé de compensation à ce fonctionnaire dans le délai de six mois, les heures supplémentaires sont compensées en espèces. Toutefois, le fonctionnaire peut choisir la compensation en espèces après un délai de deux mois, si son chef responsable certifie que les besoins du service n'ont pas permis d'accorder de congé de compensation dans ce délai. Les heures supplémentaires accomplies au-delà de 100 heures au cours d'une même année civile conformément aux procédures d'autorisation spéciale fixées par le directeur général dans un ordre de service donnent toujours lieu à un congé de compensation qui doit être pris dans le délai prescrit de six mois.

b) [Sans changement.]

c) [Sans changement.]

d) [Sans changement.]